



Maison de l'Europe de Paris



■ La Bulgarie à la tête du Conseil de l'Union européenne : une présidence tournée vers les Balkans ?

Plus de dix ans après son entrée, c'est à la Bulgarie de mener la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Entre son objectif de faire avancer les relations UE-Balkans, la réforme de la politique européenne d'asile, la poursuite des négociations sur le Brexit ou encore la question du budget européen pour la période 2021-2027, les six mois de la Présidence bulgare s'annoncent chargés.

Après la « Présidence numérique » de l'Estonie, le Conseil de l'Union européenne présidé par la Bulgarie se rapproche des Balkans. Petit pays comptant un peu plus de 7 200 000 habitants, où la corruption reste encore très importante et les efforts pour la réduire trop timides, la Bulgarie a choisi comme slogan pour sa présidence « L'Union fait la force », qui est aussi la devise du pays. C'est ainsi qu'elle compte montrer son attachement à l'Europe ([62% des Bulgares ont confiance en l'UE selon un sondage Gallup](#)) et au fait que les États-membres travaillent ensemble sur [trois priorités](#) : la sécurité, la solidarité et la stabilité. Pour cela quatre thèmes ressortent : l'économie numérique et les compétences d'avenir, l'avenir de l'Europe et la jeunesse, la sécurité et la stabilité dans une Europe forte et unie et, spécificité de cette présidence, la question des Balkans occidentaux.

Fonctionnant sur le principe d'[une présidence tournante](#), le Conseil de l'Union européenne laisse l'opportunité à chaque pays occupant ce rôle clef d'orienter les politiques pendant six mois. Toutefois, pour garder de la cohérence, ces présidences tournantes se pensent en trio, c'est-à-dire que durant dix-huit mois, trois pays s'accordent pour réaliser un programme commun. La Bulgarie, elle, se situe au milieu de ce trio, continuant les travaux amorcés par l'Estonie et laissant à l'Autriche le soin de clôturer cette période.

Si les sujets numériques des six prochains mois font fortement échos à [la Présidence estonienne](#) que ce soit sur les compétences d'avenir, la libre circulation des données ou encore la gouvernance en ligne, d'autres semblent plus spécifiques à ce premier semestre 2018. C'est notamment le cas pour l'avenir de l'Europe avec la deuxième phase du Brexit ou sur l'avenir du [cadre financier pluriannuel européen pour 2021-2027](#). Sur ce sujet, la Commission européenne devrait véritablement lancer les débats en faisant une première proposition en mai. Forte bénéficiaire du [fonds de cohésion](#) (qui finance les États-membres dont le revenu national brut est inférieur à 90% de la moyenne communautaire, pour le développement du transport, des infrastructures et des questions liées à l'énergie), la Bulgarie tentera d'éviter la fracture entre certains pays de l'ouest comme l'Allemagne et la France qui souhaitent « conditionner l'octroi de fonds au respect de l'État de droit » et des pays de l'est dont les dérives autoritaires (Pologne, Hongrie) inquiètent.

Pour autant, ce sujet ne sera pas le plus épineux puisque la présidence bulgare sera aussi rythmée par la question de la politique européenne d'asile. [La réforme du système de Dublin, pour lequel la Commission européenne](#)



Maison de l'Europe de Paris

[voudrait trouver un accord en juin](#), devrait être au cœur des discussions. La position bulgare est complexe car elle constitue l'une des principales portes d'entrée dans l'Union européenne (avec 250km de frontière commune avec la Turquie), mais elle ne fait pas encore partie de l'espace Schengen, malgré des demandes de plus en plus pressantes. Elle est ainsi un des plus gros soutiens à l'accord migratoire qui a été établi en 2016 entre l'UE et Ankara. Elle ne s'est pas opposée à la relocalisation des réfugiés au sein de l'UE, mais a tout de même des positions proches de celles du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). Elle entre ainsi en opposition avec les positions de pays comme l'Allemagne, la Suède et l'Italie qui refusent que la « solidarité » de l'est, en cas d'afflux de réfugiés, se limite à une aide financière ou logistique. Elle souhaite aussi que le contrôle extérieur des frontières de Schengen soit renforcé.

Enfin, [la Bulgarie voudrait faire avancer la relation entre l'UE et les Balkans occidentaux](#) en organisant un sommet UE-Balkans en mai, une première depuis 15 ans. Permettre « Une européanisation des Balkans est nécessaire pour prévenir une balkanisation de l'Europe », estime Boïko Borissov, Premier ministre bulgare.

Le pays compte, par ailleurs, promouvoir dans la région une baisse des frais de roaming, mais surtout favoriser des interconnexions entre les réseaux des Balkans occidentaux au niveau des transports et de l'énergie en diversifiant les sources et voies d'approvisionnement (mise en place d'une nouvelle plateforme gazière balkanique). Le but : donner une vision claire pour chaque pays de sa future relation avec l'UE.

Le travail s'annonce donc extrêmement dense pour que la Bulgarie puisse mener à bien sa présidence. Pour s'informer davantage sur ces enjeux, [la Maison de l'Europe de Paris organisera une conférence lundi 22 janvier 2018 de 18h30 à 20h](#) avec la participation de Son Excellence Monsieur Anguel Tcholakov, ambassadeur de la Bulgarie en France.

Article rédigé par le Centre d'information Europe Direct de la Maison de l'Europe de Paris et publié par France-Soir le 17/01/2018

Maison de l'Europe de Paris

Association régie par la loi de 1901, créée en 1956 et reconnue d'utilité publique.
29, avenue de Villiers 75 017 Paris • Tél +33 (0)1 44 61 85 85
www.paris-europe.eu • maison-europe@paris-europe.eu
f Maison de l'Europe de Paris @MdEuropeParis



MAIRIE DE PARIS



île de France